

L'Etat démocratique est l'ultime issue pour les Juifs et pour les Arabes *

Par Salah Salah, membre du Conseil national palestinien
et président du Comité des Réfugiés

Yaacov Sharett, le fils du second premier ministre de l'Etat d'Israël, a publié un livre intitulé *Une terre ancienne et nouvelle*. Il est clair que ce juif / israélien / sioniste déplore l'Etat d'Israël en se fondant sur certains arguments, dont le plus important selon lui est « *l'Etat d'Israël masque son fascisme et son injustice avec un rideau qui ne sera pas éternellement de fer et qui finira vite par tomber* ».

L'ex-ministre de la justice israélien Tommy Lapid, dans un article écrit dans le quotidien *Ma'ariv* intitulé *la danse des fantômes*, renforce les prévisions de Sharett en disant « *dans aucun Etat démocratique, jamais un président n'a été accusé de viol, un Premier Ministre mis en examen, le ministre des finances accusé d'avoir reçu des pots de vin, le ministre de la justice inculpé, le Chef d'état-major contraint de démissionner, comme le Haut commandant de la police, dont la sincérité de son successeur est mise en question, le responsable du Trésor public, accusé d'avoir commis une infraction, a dû démissionner et le président de la Commission des Affaires étrangères, ainsi que le président de la Sécurité nationale ont enfreint la loi* ».

C'est cette situation qui a poussé le commentateur israélien célèbre, Sever Plocker à dire dans *Yediot Aharonot* « *qu'il est difficile aujourd'hui de dire à l'étranger que tu es israélien. Ceci n'attire plus l'estime surtout après la défaite de la guerre et la corruption administrative et morale de la direction, apparition de la mafia policière, la chute des valeurs de la justice sociale et enfin, la privatisation du Kibboutz de Degania qui était considéré comme la perle du projet sioniste de l'occupation* ».

Ceci a probablement poussé l'ancien président de la Knesset, Abraham Burg, à dire « *l'Etat d'Israël est devenu un Etat de colons dirigé par une bande de corrompus* ».

Le professeur Israël Aumann et le Professeur Aaron Ciechanover résumant leurs opinions concernant « *la chute des valeurs en Israël* » ainsi : « *Israël va dans une fausse direction. Il plonge dans l'obscurité et va vers une probable destruction. Non à cause de ses ennemis extérieurs mais à cause de nous, le peuple,*

et à cause de nos gouverneurs, ou plutôt, ceux qui prétendent gouverner ».

Zehava Galon « *distingue trois genres de corruption : les avantages gouvernementaux, les pots de vin et les nominations politiques. Cette corruption commence par le Chef du gouvernement, passant par les ministres et les membres de la Knesset, arrivant aux hauts fonctionnaires* ».

Les témoignages précédents suffisent. J'ajouterais que l'an dernier, lors du Congrès annuel de Herzliya – qui vise à préciser la stratégie sioniste – pour la première fois, des voies se sont levées pour mettre en question l'avenir d'Israël.

Les éléments que j'ai cités focalisent sur le côté moral, la corruption et l'aspect fasciste qui menacent l'entité et la société sioniste de l'intérieur tout en minimisant le danger extérieur.

Israël, soutenu par le système capitaliste dirigé par les USA, se fonde sur sa force invincible. Ainsi, il refuse toute solution politique donnant aux palestiniens certains de leurs droits :

- Il refuse de s'engager par les résolutions de l'ONU notamment la résolution 194 qui exige le retour des réfugiés dans leurs maisons et leurs propriétés dont ils ont été expulsés en 1948 ; la résolution 181, dite de partage et qui donne aux palestiniens le droit de créer un Etat sur 46% de la terre de la Palestine historique ; la résolution 242 qui interdit d'occuper la terre d'autrui par la force et qui invite Israël aux frontières de 1967.
- Il refuse l'application de l'accord d'Oslo qui pourtant contient des injustices à l'égard des droits des palestiniens. Bien au contraire, Israël a depuis 2002 complètement abandonné cet accord, a réoccupé les zones de l'Autorité palestinienne, a isolé Jérusalem de la Cisjordanie, continue de construire le Mur de séparation raciste défiant ainsi la résolution du Tribunal pénal international de la Haye, sépare la Jordanie

de la Cisjordanie en occupant militairement la frontière, imposant ainsi un embargo financier et économique cruel conduisant au chômage, à la pauvreté aux maladies, et encourage les palestiniens, grâce à ses collaborateurs, à s'entretuer. Israël impose des faits qui vident l'Etat palestinien de tout son sens et bloquent toute perspective d'une solution politique.

- Il refuse l'initiative arabe fixée par le Congrès du sommet arabe qui pourtant porte des éléments séduisants, dont les israéliens n'ont jamais rêvé.

La supériorité militaire et la force invincible nourrissent la tendance raciste du sionisme que concrétise Israël. L'histoire d'Israël est pleine de pratiques racistes. Son palmarès est révélateur de son racisme et des massacres qui l'ont accompagnés. Je me contenterais ici d'un seul cri, d'une voie qui dénonce la politique raciste de l'Etat Israël, celle d'Amira Hass, qui écrit dans Haaretz : « *Où êtes-vous ? Et vous, les chercheurs sur le Nazisme, l'Holocauste et les goulags soviétiques, où êtes-vous ? Se pourrait-il que vous soyez tous favorables aux lois de discrimination systématique ? (...)* » « *Se pourrait-il que vous soyez tous favorables à la Loi sur la Citoyenneté, raciste, qui interdit à un Arabe israélien de vivre avec sa famille dans sa propre maison ? Que vous vous rangiez du côté des expropriations supplémentaires de terres et de la démolition additionnelle de vergers, permettant une nouvelle implantation de colons et une autre route à usage exclusif des Juifs ? Que vous souteniez tous le pilonnage et les tirs de missiles qui tuent les jeunes et les vieux dans la Bande de Gaza ?* » ajoute elle. Elle conclut en disant « *Israël est une démocratie pour ses juifs* ».

Il y a d'autres vérités que les juifs, pas seulement en Israël mais partout dans le monde, doivent connaître. Ses vérités doivent les inquiéter sur l'avenir d'Israël et son existence en tant que projet sioniste visant à créer un Etat juif raciste au détriment d'un autre peuple, et sur une terre qui n'est la leur que par promesse divine remontant à des milliers d'années. De ces vérités découle que la puissance militaire « invincible » a subi beaucoup de secousses et tests qui confirment qu'il est possible de la vaincre telles que :

- La guerre de 1973 quand les forces égyptiennes ont franchi la célèbre et splendide ligne de Bar Lev et les forces syriennes sont arrivées aux lisières de la ville de Tabaria. Et ce n'est qu'à cause de la collaboration égypto-américaine que les deux armées arabes n'ont pu récupérer, au

moins, Gaza et le Golan, et imposé à Israël des négociations sur son existence.

- Israël a tenu longtemps dans son occupation du Liban sud, s'appuyant sur une milice locale, mais a été obligé de se retirer avec ses collaborateurs libanais en 2000.
- Quand les forces israéliennes ont voulu détruire la résistance dans les territoires libanais, c'est cette même résistance qui lui a infligé une amère défaite en août 2006, dont les conséquences secouent encore l'entité sioniste au niveau de tous ses structures : politiques, militaires, judiciaires et ceci aux plus hauts niveaux.
- En Palestine, malgré la présence atroce de l'occupation, les crimes, non moins significatifs que ceux des nazis, commis par les militaires, et une forme d'apartheid encore plus féroce que celui de l'Afrique du sud, la résistance est toujours vivante. Elle peut s'affaiblir ou se retirer quelques temps, mais elle revient toujours. En 1967 il y a eu « *la révolution de Guevara à Gaza* », qui s'est déclenchée après l'invasion israélienne de la bande de Gaza, et qui duré 3 ans. Il y a eu par la suite l'Intifada de 1987 et l'Intifada d'Al-Aqsa en 2000, qui dure encore malgré la trêve et malgré les divergences internes entre le Hamas et le Fatah. Et avant tout ça, la révolution palestinienne, qui a commencé dans les années soixante a pu mettre en échec tous les projets promus par les Etats-Unis et quelques pays européens pour liquider la cause palestinienne, obligeant Israël à reconnaître la peuple palestinien et sa direction OLP, qui est alors devenue un membre observateur aux Nations Unies. Ces conquêtes ont eu lieu après que l'OLP ait réussie à franchir les mesures de sécurité prises par l'armée israélienne pour accomplir des audacieuses opérations militaires aériennes, terrestres et maritimes, prouvant ainsi que sa capacité ne pouvait être vaincue par l'armée israélienne. Elle fut alors obligée de composer avec l'OLP comme partenaire pour une paix que l'accord d'Oslo n'a pu réaliser.

Parmi les changements que les juifs d'Israël et du monde doivent prendre en considération :

- Les changements dans le monde ne permettront pas aux Etats-Unis de rester la seule puissance dominante. Ils sont dans un gouffre en Irak et en Afghanistan. Ils n'en sortiront pas, comme au Vietnam. C'est ce

qui les a poussé à reprendre le dialogue avec la Syrie et l'Iran après. Pourtant, jusqu'alors, les Etats-Unis ont toujours refusé de les rencontrer parce qu'ils font partie de l'« axe du mal qui soutient le terrorisme » dans le monde.

- Le nombre des Etats rebelles ne cesse d'augmenter notamment dans ce que les Etats-Unis considèrent comme leur « arrière cour », l'Amérique latine. Cuba n'est plus toute seule. D'ores et déjà, il y a le Venezuela, le Nicaragua, la Bolivie et autres pays. La Chine et la Russie sont sorties de leur isolement pour jouer un rôle actif face au voyouisme américain et son unilatéralisme quant au sort des peuples.

Ces changements encouragent plusieurs pays européens à abandonner leur clientélisme vis-à-vis de l'administration américaine. Ça aidera également à ouvrir le chemin vers la pluri-polarité et à affaiblir la main mise des USA sur les institutions internationales comme les Nations Unies.

Il faudrait aussi prendre en considération les changements au niveau de l'opinion publique internationale. Un sondage a montré que 53% considère qu'Israël est la plus grande menace sur la paix internationale. Churchill, dans un document publié dernièrement, indiquait que les Juifs ont été responsables d'une partie de ce que les nazis leur ont fait subir. Une grande organisation a vu le jour en Grande Bretagne dénonçant le clientélisme aveugle à l'égard d'Israël, en refusant que les droits de l'individu palestinien soient bafoués, ainsi que le traitement sauvage que subissent les palestiniens. Une pétition a été signée en France contre Sarkozy qui classe l'ensemble des juifs à droite au détriment de leur citoyenneté française. La municipalité de la ville espagnole Ciempozuelos a décidé de « fêter la mémoire de la purification ethnique qui vise le peuple palestinien au lieu de fêter l'holocauste ». Ajoutons à ceci, la parution ces dernières années de dizaines, si ce n'est de centaines de comités et d'associations dans le monde en soutien au peuple palestinien, adoptant et défendant sa cause tout en accusant la politique israélienne. Tous ces paramètres n'obligeront pas tous ceux, préoccupés par l'avenir d'Israël, à revoir leur stratégie perdante, fondée sur l'injustice à l'égard du peuple palestinien.

Quelles sont alors, selon ce qui a précédé, les options pour l'avenir d'Israël ?

La première possibilité : les facteurs menaçant l'existence d'Israël vont s'accroître. Ou bien les facteurs internes cités par des juifs israéliens, ou bien des facteurs externes possibles après des

changements imprévus et non impossibles au niveau arabe ou international. Dans les deux cas, l'existence de l'Etat d'Israël d'après des témoignages de juifs / israéliens / sionistes est menacée.

La deuxième possibilité : Israël continue sa politique raciste à l'égard des palestiniens et refuse le retour des réfugiés dans leurs terres et leurs biens dont ils sont séparés depuis 1948, tout en empêchant toute possibilité de création d'un Etat palestinien souverain en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les gouvernements et les dirigeants israéliens ne réalisent pas la gravité et l'impact de cette politique raciste qui amènera à :

- 1- Le développement du sentiment patriotique au sein du peuple palestinien, même à l'intérieur d'Israël ; dans les camps palestiniens dans les pays arabes et partout dans le monde. Je parle ici de 10 millions d'individus qui ont prouvé leur patience et leur détermination à conquérir leur droit. Aucune direction palestinienne et aucune pression arabe ou internationale, ni même la répression et les massacres commis à leur encontre ne peuvent les obliger à abandonner leurs objectifs. Ceci veut dire que le conflit durera encore plus et que les pertes d'Israël augmenteront encore plus. Israël ne doit pas avoir d'illusions quant à ses relations avec les régimes arabes et en regardant ses ambassades et ses représentations dans certains pays arabes. L'histoire a démontré que personne ne peut prévoir la puissance des révolutions.
- 2- La naissance de mouvements et courants juifs qui n'acceptent pas d'être mêlés à ce que commet Israël, soit pour des raisons éthiques soit parce qu'ils voient dans le racisme sioniste exercé par Israël une contradiction avec les valeurs universelles et les droits de l'homme, soit parce qu'ils sont convaincus de la justesse de la cause palestinienne, soit pour conserver leur citoyenneté dans leurs pays, soit parce qu'ils ont une clairvoyance capable de déterminer la dangerosité du racisme pour les juifs et pour l'existence de l'Etat d'Israël.

La troisième possibilité : c'est ce que propose l'historien Benny Morris : « ou bien les arabes jeteront tous les juifs dans le fleuve, ou bien les juifs jeteront tous les arabes à la mer ». Il se fonde sur une croyance religieuse qui accable Ben Gourion, parce qu'il n'a pas chassé plus de palestiniens, et rejette la responsabilité de l'échec des négociations de paix et l'échec de la solution de deux Etats sur les palestiniens. Bref, il appelle à un Etat pour les juifs et à chasser les arabes.

La quatrième possibilité : c'est d'accepter l'idée de l'Etat laïque et démocratique. Cette possibilité est la moins populaire dans les milieux politiques. Néanmoins, beaucoup de palestiniens arabes et juifs ainsi que d'autres sympathisants des palestiniens et des juifs, pensent que c'est la solution la plus juste et qui répond au mieux aux aspirations des deux parties.

Cette solution réalise la volonté des deux parties de vivre dans un Etat démocratique non raciste, un Etat protégé pour ses enfants, qui puissent vivre ensemble en paix dans une société où tous les citoyens sont égaux sans discrimination religieuse ou raciale. Un Etat qui établisse des relations de développement et de bon voisinage dans des intérêts communs, sans conflit ni hostilité. Un Etat qui fournisse aux réfugiés un endroit sûr et permette à ceux qui veulent retourner chez eux de le faire, et qui

donne également le choix aux Juifs de rester dans le cadre de l'Etat démocratique ou de retourner chez eux avec leurs biens dans les pays qu'ils ont quitté.

Un Etat avec Jérusalem comme capitale, cette ville particulièrement importante pour les trois religions : l'islam, le christianisme et le judaïsme. Les fidèles de ces religions ont le droit de pratiquer dans un respect mutuel.

C'est le choix qui stoppe le conflit, qui arrête la guerre, qui protège les vies et les biens et qui permette le développement dans une région possédant tous les atouts pour ça. Un choix qui instaure la paix dans le pays de la paix.

** Traduit de l'arabe par M.A.*

L'Apartheid et la Palestine

Intervention de Tiyani Lybon Mabasa, président du Parti Socialiste d'Azanie, à la conférence internationale d'Alger en solidarité avec les femmes palestiniennes (9, 10, 11 décembre 2006).

Mme Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des Travailleurs d'Algérie, Votre Excellence l'ambassadeur de Palestine, vous, dirigeants de syndicats et membres de l'Assemblée Nationale Populaire, vous tous participants à cette conférence, je vous salue !

Je m'appelle Tiyani Lybon Mabasa, et je suis président du Parti Socialiste d'Azanie, plus connu sous le nom d'Afrique du Sud, le pays de l'ancien président Nelson Mandela. Je viens d'un pays qui a donné au monde l'apartheid, ce système abject qui institutionnalisait le racisme blanc. J'ai personnellement vécu les indignités du système d'apartheid, et en ai souffert le plein impact. Aucun être humain ne mérite de vivre dans de telles conditions ou dans un tel système, un système qui prend et détruit tous les droits de l'homme et la dignité d'un individu et le réduit à rien de plus qu'une bête de somme.

En Afrique du Sud, les noirs, l'écrasante majorité noire a été expulsée et enfermée dans 13% du territoire, la partie la plus aride et la moins productive ; la petite minorité blanche, originaire d'Europe, a tout pris pour elle-même, elle a pris possession de 87% de la terre, les 87% les plus productifs et les plus riches. Ils ont volé la terre la plus riche, notamment en ressources naturelles. Les noirs ont été dépossédés de la terre et de tout ce qui leur appartenait afin d'en faire un vivier inépuisable de main d'oeuvre bon marché, ne disposant d'aucun recours.

Les Lois sur la Terre de 1913 et 1935 garantissaient que les noirs ne pourraient plus posséder de terre, à l'exception d'un accès limité aux 13% qui leur étaient réservés, et qui étaient des bantoustans où les gens étaient divisés selon leur langue et leur ethnie. Ainsi, même ces 13% étaient des territoires balkanisés. Ces gens qui avaient vécu ensemble, avaient partagé, s'étaient mariés entre eux, se sont donc retrouvés divisés par les lois d'apartheid.

Le résultat concret de cette division est qu'aujourd'hui, même dans les nouvelles conditions, la question de la terre en Azanie/Afrique du Sud n'est pas résolue. La Réforme des Terres Agraires des Gouvernements n'a touché que 4% de la

superficie totale. Les blancs, 62 000 familles blanches, des fermiers, des institutions et des entreprises blancs, possèdent plus de 80% de la terre en Afrique du Sud, selon un rapport donné au Sommet gouvernemental sur la Terre en août 2005. C'est le résultat direct des négociations du CODESA (Conference for a Democratic South Africa - Conférence pour une Afrique du Sud Démocratique) qui ont amené aux Accords de Kempton Park (1990-1994). Les blancs ont gagné lors de ces négociations d'importantes concessions sur la terre, la richesse, et la souveraineté.

Les noirs en Afrique du Sud ont tout perdu avec la Clause sur le Droit à la Propriété. La propriété des blancs a ainsi été sanctifiée, et la pauvreté des noirs est devenue une réalité légale. C'est avec ce point de vue que les blancs sont réticents à laisser les terres volées. C'est ceci qui rend le soi-disant miracle sud-africain si ignoble — la liberté sans les terres ni la souveraineté. Ceux qui possèdent ces choses contrôlent naturellement la politique du pays, de tout pays, d'ailleurs.

C'est appuyés sur ces expériences communes que nous, sud-africains, sommes totalement solidaires avec le peuple de Palestine. Ce que nous savons cependant est que le cadre de l'apartheid, quel que soit le nombre de chars d'assaut qu'il possède, son expertise militaire, ou le nombre de ses amis, n'est pas monolithique. La lutte pour la justice sociale et la paix finira par triompher du fléau de l'injustice.

Quand nous voyons des enfants et des femmes, tués ou menés en prison, cela nous rappelle une douleur que nous avons connue, de même quand nous les voyons se faire déplacer de leurs foyers et de leurs terres vers des terres arides et inexploitable. Nous ne croyons pas que la justice et la paix soient possibles tant que les palestiniens ne peuvent pas revenir à leurs foyers historiques. Il ne peut y avoir de paix durable sans un Etat unique où les arabes et les juifs pourraient vivre côte à côte avec des droits religieux pleins et égaux.

Il ne peut y avoir de développement, de stabilité ou de sécurité sans que les palestiniens soient autorisés à s'organiser en syndicats indépendants dans le but de défendre et de faire progresser leurs droits démocratiques, qui sont à la base de la civilisation telle que nous la connaissons. La lutte des